

Verbale di accertamento di danno al veicolo

Noleggiatario _____

Targa _____

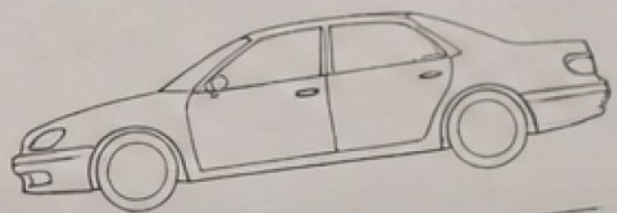
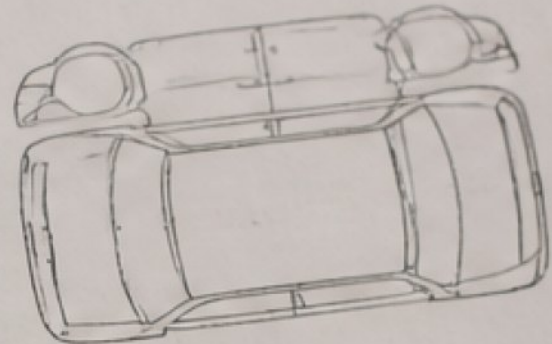
Conduuttore _____

Data ed ora del verifico _____

Targa _____

Modello _____

Modello _____



Firma per accettazione (Noleggiatario/Conduuttore) _____

CHECKLIST IMPRIMABLE

Amende italienne reçue tardivement : le mémo de vérification

Six mois après un séjour en Italie, ne concluez ni trop vite à l'annulation ni à l'obligation de payer. Utilisez cette checklist pour reconstituer les dates, authentifier le dossier et choisir la bonne action.

Au sommaire

- 1 1. Rassembler les documents
- 2 2. Reconstituer la chronologie
- 3 3. Contrôler la validité apparente de l'avis
- 4 4. Identifier la nature de la somme réclamée
- 5 5. Décider sans précipitation

! Le repère essentiel

Le délai de six mois, calculé depuis vos vacances, ne suffit pas à déterminer la validité de l'amende. Le point central est la chronologie figurant sur les documents : infraction, émission, envoi ou notification, puis réception.

1. Rassembler les documents



☑ Le procès-verbal ou l'avis italien

Conservez toutes les pages, y compris les mentions de paiement et de recours.



☑ L'enveloppe ou la preuve de réception

Notez la date à laquelle le courrier a effectivement été reçu.



☑ Le contrat de location

À vérifier si le véhicule était loué ou si des frais de gestion apparaissent.



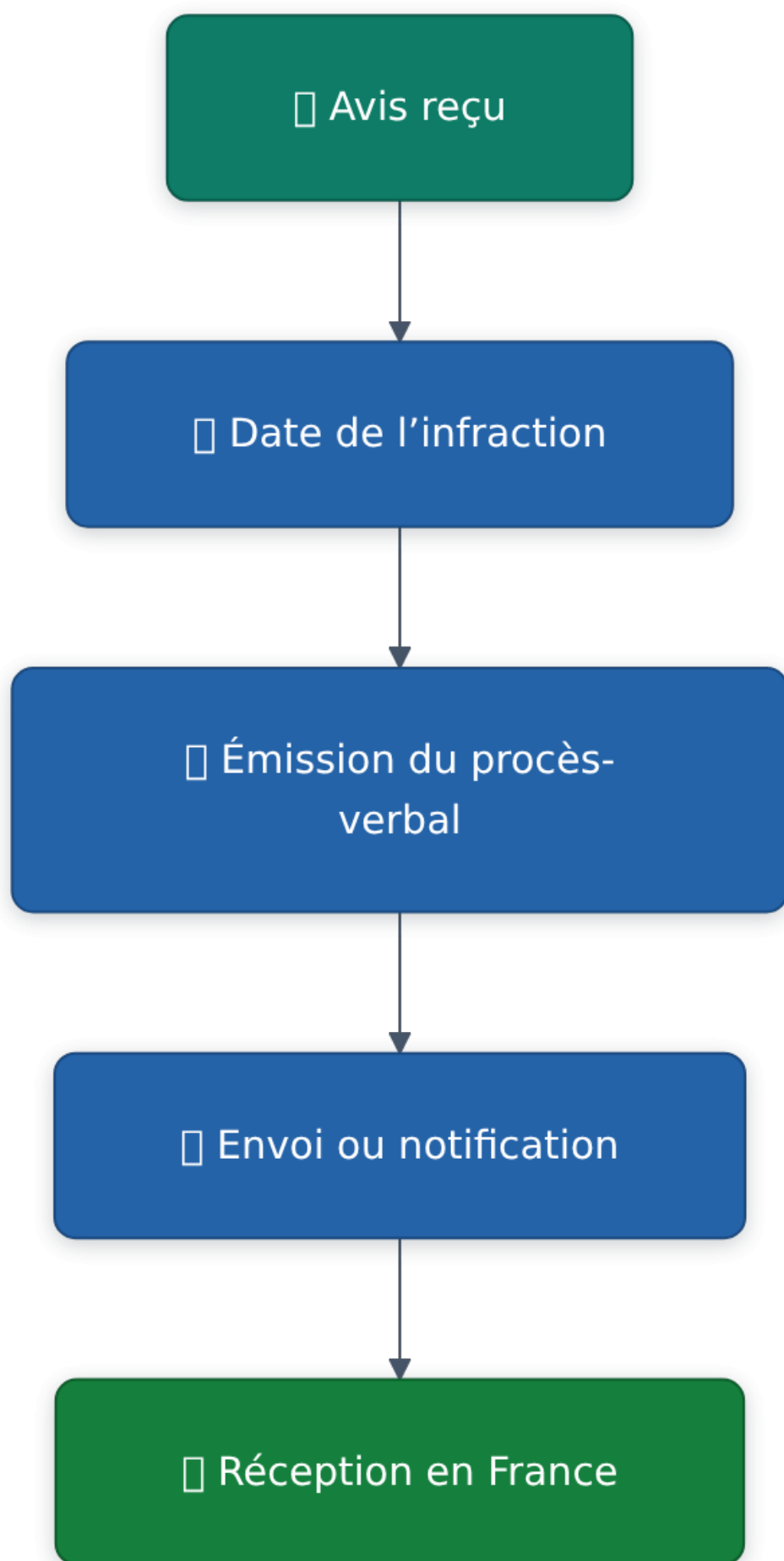
☑ Les justificatifs du voyage

Réservation, itinéraire ou autres éléments permettant de vérifier le véhicule et la période concernés.

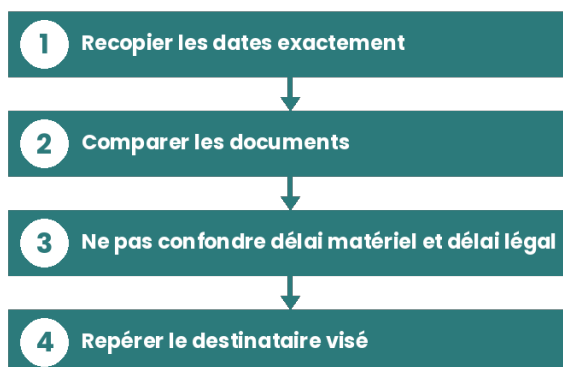


☑ Toute relance reçue

Distinguez l'avis de l'autorité italienne d'une demande du loueur ou d'un organisme de recouvrement.



2. Reconstituer la chronologie



1 Recopier les dates exactement

Relevez la date et l'heure de l'infraction présumée, la date de constatation, la date d'émission du procès-verbal, la date d'envoi ou de notification et la date de réception.

2 Comparer les documents

Mettez en regard les dates du procès-verbal, de l'enveloppe, de la preuve de distribution et, le cas échéant, des échanges avec le loueur.

3 Ne pas confondre délai matériel et délai légal

Un calcul entre deux dates peut mesurer le temps écoulé, mais il ne suffit pas à déterminer le délai applicable au dossier.

4 Repérer le destinataire visé

Vérifiez si l'avis concerne le conducteur, le titulaire du véhicule ou une personne identifiée après une recherche auprès du loueur ou d'un registre.

3. Contrôler la validité apparente de l'avis

❓ L'autorité émettrice est clairement identifiable.

❓ L'infraction, le lieu, la date et le véhicule sont décrits.

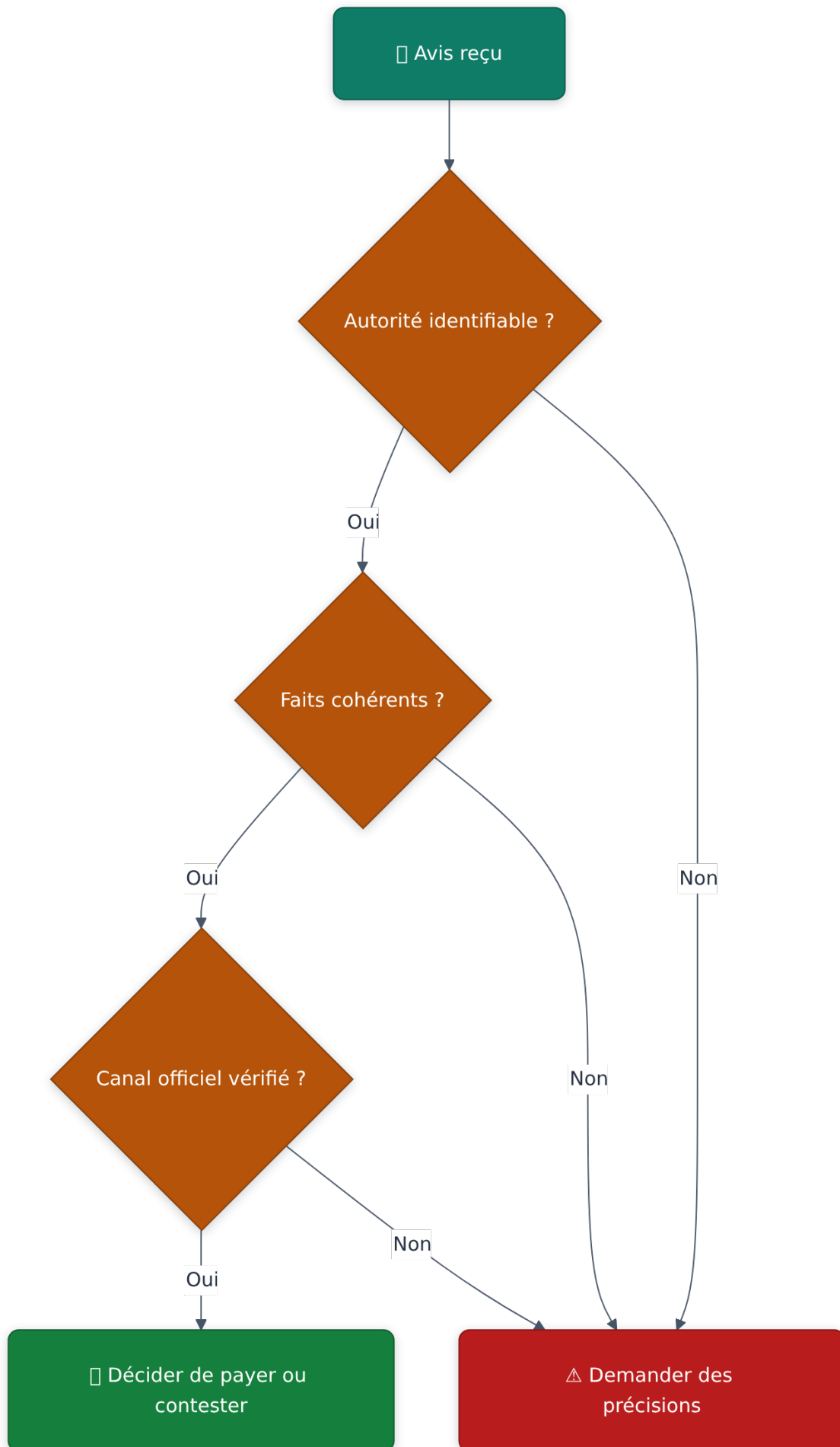
❓ Le montant réclamé et sa nature sont compréhensibles.

❓ Le canal de paiement est vérifié indépendamment : n'utilisez pas directement un lien reçu par SMS ou par e-mail.

❓ Une référence de dossier ou de procès-verbal est présente et exploitable.

❓ La plaque d'immatriculation correspond au véhicule utilisé.

❓ Les modalités de paiement et la voie de recours sont indiquées.



4. Identifier la nature de la somme réclamée

Ce que vous recevez	Ce qu'il faut vérifier
Contravention routière	Autorité émettrice, faits reprochés, véhicule, dates et modalités de recours.
ZTL ou autre restriction de circulation	Lieu, date, signalisation ou dispositif mentionné et référence du procès-verbal.
Péage impayé	Nature de la demande, trajet ou passage concerné et identité du créancier.
Frais du loueur	Clause du contrat, motif de la facturation et distinction avec l'amende de l'autorité.
Relance ou recouvrement	Référence au dossier initial, identité du demandeur et cohérence des montants réclamés.

i À propos du repère de 360 jours

L'article 201 du Code de la route italien prévoit, pour certaines notifications adressées à des personnes résidant à l'étranger, un repère de 360 jours. Ce repère doit être lu avec les conditions du texte, le destinataire visé et la date juridiquement retenue pour la notification : il ne permet pas, à lui seul, de trancher tous les dossiers.

5. Décider sans précipitation

Si les informations concordent, authentifiez le dossier avant d'utiliser la procédure de paiement indiquée. Si une erreur documentée apparaît, relevez précisément l'anomalie et utilisez la voie de recours mentionnée sur le procès-verbal, en respectant les indications et délais qui y figurent. En cas de doute important sur la procédure ou les pièces, demandez un avis professionnel avant toute décision.

Mémo d'aide à la vérification : il ne remplace pas l'examen du procès-verbal ni un conseil juridique adapté à votre situation.